

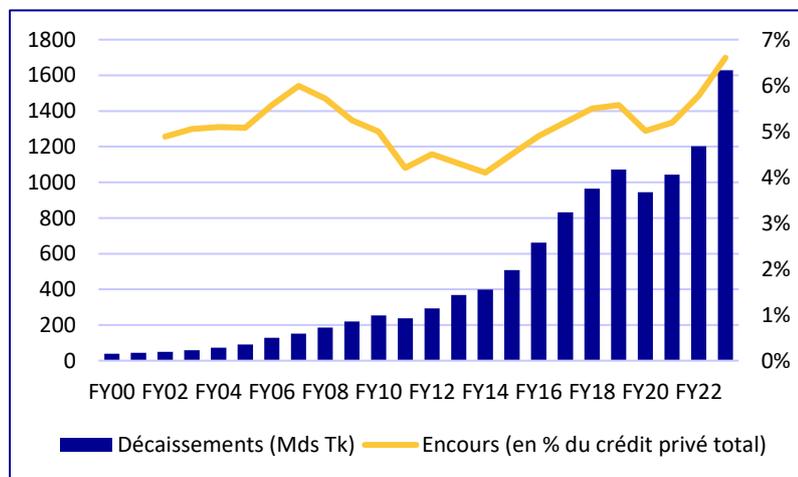
Bangladesh

LE MICROCREDIT A CONTRIBUE AU DEVELOPPEMENT DU PAYS

Avec 23 Mds EUR de versement à plus de 45 millions de clients en 2022-23, la microfinance est loin d'être un phénomène anecdotique au Bangladesh. Elle représente l'équivalent de 20% des encours du secteur bancaire. Popularisée par le Pr Yunus et la Grameen Bank, ayant obtenu le prix Nobel de la paix en 2006, la microfinance permet à des femmes d'emprunter en moyenne 380 EUR. Parfois critiquée pour ses taux d'intérêt élevés (jusqu'à 24%) et pour faire basculer des ménages dans le surendettement, la microfinance a eu un effet positif sur la réduction de la pauvreté, en particulier en permettant à tout un segment de la société auparavant exclu du système bancaire d'avoir accès à un compte de dépôt et aux emprunts. Plus de 730 instituts de microfinance opèrent à travers près de 23.000 agences.

1. Le Bangladesh, un des berceaux de la microfinance

Au Bangladesh, la microfinance s'est développée depuis les années 1970, avec notamment le projet de recherche du Professeur Muhammad Yunus de l'université de Chittagong après la famine de 1974 et le lancement du programme de microfinance de l'ONG BRAC la même année. Quelques années plus tard, Yunus parvient à institutionnaliser son initiative en créant la Grameen Bank (littéralement la Banque des villages) en 1983 au travers de la *Grameen Bank Ordinance*. Le Pr Yunus et la Grameen Bank recevront en 2006 le prix Nobel de la paix.



Décaissements annuels et poids dans le secteur financier des 5 principaux IMFs. Source : Bangladesh Bank

La microfinance, qui représente **en moyenne des prêts de 48.000 taka par client (380 EUR)**, permet à des populations trop défavorisées pour accéder au secteur bancaire classique d'emprunter sans collatéral. La plupart du temps, les remboursements sont hebdomadaires.

D'après la Microcredit Regulatory Authority (MRA), **la microfinance représentait en 2022-23 près de 2860 Mds Tk (près de 23 Mds EUR) de décaissements à plus de 45 millions d'emprunteurs**. Parmi les 732 instituts de microfinance (IMFs)

actifs, trois sortent nettement du lot en cumulant 48% des décaissements en 2022-23 : BRAC (5,0 Mds EUR), ASA (3,8 Mds EUR) et Grameen Bank (1,9 Mds EUR). Le poids de la microfinance dans le crédit au secteur privé reste globalement stable depuis les années 2000. Il atteint, pour l'année fiscale 2022-23, **l'équivalent de 20% de l'encours dans le secteur bancaire**.

La microfinance est largement promue par les autorités et les bailleurs internationaux, notamment au travers de la *Palli Karma-Sahayak Foundation* (PKSF), une fondation qui sert de relais pour les importants programmes de soutien de l'activité économique des micro entrepreneurs et de financement de l'adaptation au changement climatique mis en place par le gouvernement et les bailleurs multilatéraux (Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement, AIIB¹)

Enfin, notons que **près de 90% des bénéficiaires de ces prêts sont des femmes**.

2. Un effet positif sur la pauvreté, mais un nombre d'étude trop limité

Plusieurs études ont proposé de regarder les effets de moyen-long terme de la microfinance sur la pauvreté. La plupart s'accorde à dire qu'elle a un effet positif, comme par exemple l'analyse de données sur 20 ans réalisée par la Banque Mondiale et révélant un effet significatif sur le patrimoine, l'éducation des enfants et la consommation du ménage, en particulier lorsque le microcrédit est accordé à une femme². Cette étude estime qu'en 20 ans, **la microfinance a permis à 2,5 millions de Bangladais de sortir de la pauvreté**, surtout pour les ménages investissant dans des activités non-agricoles³. **En 2023, près de 4 millions de micro-entrepreneurs ont emprunté via la microfinance pour développer leurs activités** (agriculture, jute, poterie, etc.). Le nombre d'études reste néanmoins limité au Bangladesh, et ne permet pas de bien mesurer les effets quantitatifs et qualitatifs du microcrédit.

Dans un pays où seulement 35% des femmes avaient un compte en banque en 2017 d'après la Banque Mondiale⁴, la microfinance a permis d'**accroître l'inclusion financière** en donnant un accès au système financier pour une nouvelle tranche de la population. Néanmoins, 60% des femmes ayant emprunté de l'argent l'ont tout de même fait auprès de leurs proches.

Les apports du microcrédit sont néanmoins limités par certains facteurs : les plus pauvres sont exclus du système, n'ayant pas les moyens d'emprunter à des taux élevés, et la formation professionnelle n'est pas assez développée pour permettre aux emprunteurs d'acquérir de nouvelles compétences et de créer de nouveaux marchés.

3. Des critiques sur les taux d'intérêt élevés et le risque de surendettement

En 2011, la Première ministre Sheikh Hasina a décrit le Professeur Yunus comme un « suceur de sang des pauvres ». Comme nombreux détracteurs de la microfinance, elle l'accuse de pratiquer des taux d'intérêt très élevés et de faire basculer des familles dans l'endettement.

La Microcredit Regulatory Authority, créée en 2006 en tant qu'organisme de contrôle et de régulation du secteur de la microfinance, fixe **le taux d'intérêt maximum pour les microcrédits, qui se situe depuis 2019 à 24%**, contre 27% en 2012. A titre de comparaison, le secteur bancaire propose actuellement des taux entre 13 et 15%. Les taux élevés pratiqués par les IMFs s'expliquent par des coûts de fonctionnement nettement plus importants que le secteur bancaire, principalement liés aux coûts des visites sur le terrain et sur des coûts fixes en proportion plus importants au regard des faibles montants prêtés. **Ces taux restent néanmoins bien plus faibles que ceux pratiqués par certains des usuriers dans les villages, avec des taux de 40, 50% voire plus.**

Par ailleurs, le taux de recouvrement des sommes prêtées est plutôt très bon, au regard des résultats médiocres du système bancaire, signalant que le niveau de surendettement paraît limité. Ainsi, 90% des encours sont remboursés régulièrement tandis que **5% seulement subissent des retards de paiement de plus de 30 jours – contre plus du double pour les banques en moyenne.**

L'économiste Esther Duflo a toutefois mené une étude montrant que le microcrédit finance principalement des micro-activités familiales qui peinent à se développer et à générer de la croissance et des emplois⁵. La prise de risque est notamment découragée par les principes inhérents à la microfinance, tels que le prêt solidaire (où l'ensemble des membres du groupe de microcrédit doit rembourser en cas de défaillance de l'un d'entre eux sans partager les éventuels gains) et l'exigence du remboursement hebdomadaire. Elle note également qu'une majorité des emprunteurs préfèrent acquérir des biens durables (télévision, réfrigérateur, vélo, etc.) plutôt que d'investir dans une activité professionnelle⁶. **Les études ne démontrent donc pas d'impact sur la santé, la scolarisation ou le pouvoir de décision des femmes.** Tout en reconnaissant l'importance du microcrédit comme produit financier pour les populations les plus vulnérables, l'économiste souligne que le développement d'un secteur salarial robuste doit demeurer la priorité des politiques de développement économique dans les pays du Sud.

ANNEXE 1 : présentation de la Grameen Bank



La Grameen Bank (littéralement, « Banque des villages ») est une banque spécialisée dans le micro-crédit en zone rurale fondée par Muhammad Yunus. L'idée lui est venue durant une terrible famine au Bangladesh en 1974. Le prêt accordé de l'équivalent de 27 dollars à un groupe de 42 familles leur a permis de créer de simples objets à vendre, au lieu de dépendre d'usuriers. Yunus croyait que proposer de tels prêts disponibles à grande échelle pouvait améliorer la condition de pauvreté du monde rural. Grameen Bank a été créée officiellement en tant qu'institution financière en octobre 1983.

Depuis sa création, son activité principale consiste à prendre des dépôts et accorder des prêts, sans collatéral : Grameen Bank avait en 2023 près de 2600 agences pour 7,2 millions d'emprunteurs (97% de femmes) vivant dans 80.000 villages (94% de couverture). Elle a versé en 2023 près de 250 Mds Tk soit environ 2 Mds USD ; en cumulé depuis sa création, cela représente près de 39 Mds USD.

Depuis 1995, Grameen Bank ne reçoit plus de donations et opère comme une banque commerciale. Elle dispose d'un capital social de 10 Mds TK ou 80 M EUR, où l'Etat détient aujourd'hui 25% des parts contre 60% lors de sa création, le reste étant détenu par les emprunteurs. Le président du conseil d'administration et deux autres administrateurs sur douze sont depuis 2011 nommés par le ministre des Finances pour un mandat de deux ans, les autres administrateurs étant des représentants des clients de la banque. Jusqu'en 2011, le Pr. Yunus a siégé au conseil d'administration, en tant que directeur général de Grameen Bank. Cette année-là, sur fonds de querelle politique avec la précédente Première ministre, il est congédié du fait de son âge (71 ans, contre une limite de 60 ans). En 2013, le passage de la Grameen Bank Act renforce le contrôle du gouvernement sur l'institution.

Grameen Bank a également été à l'origine du lancement de plusieurs organisations, indépendantes : Grameen Shakti qui vend des systèmes de panneaux solaires en zone rurale, Grameen Kalyan (santé), Grameen Fund (Social Venture Capital Fund), Grameen Healthcare Services, Grameen Shikkha (formation professionnelle). Muhammad Yunus continue de présider Grameen Telecom, ONG fondée en 1995 pour développer les services mobiles en zone rurale. Grameen Telecom est par ailleurs actionnaire (34,2%) de Grameenphone, filiale de l'opérateur public norvégien TELENOR (55,8%), qui reste le 1er opérateur téléphonique du pays.

Notons enfin que de nombreuses entreprises françaises se sont associées au Pr. Yunus au travers de plusieurs initiatives, aujourd'hui rattachées au *Yunus Centre* :

- Grameen s'est associé à Danone Communities pour lancer **Grameen Danone**, une marque de yaourt enrichi.
- La fondation **Grameen Crédit Agricole** promeut l'inclusion financière dans le monde entier
- **Grameen Veolia Water** pour construire des usines de potabilisation dans les villages
- **Grameen Schneider Electric** pour garantir un accès à l'électricité

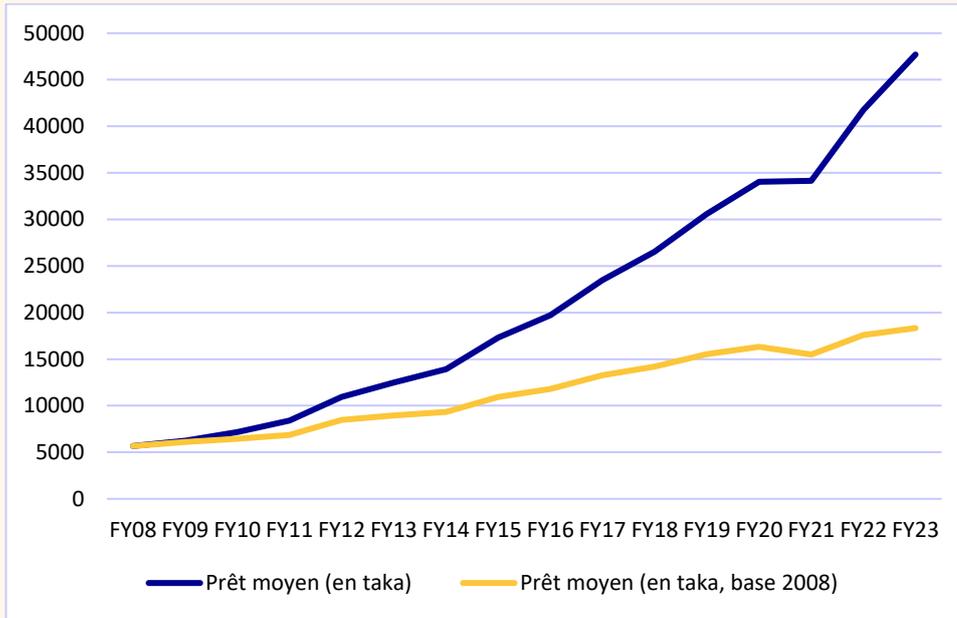
ANNEXE 2 : PKSf, une fondation publique au service du financement de la microfinance

Fondée en mai 1990 avec le statut d'entreprise à but non lucratif, la fondation PKSf prête aux ONG locales engagées dans le microcrédit, en zone rurale principalement. En juin 2023, PKSf avait plus de 200 organisations partenaires (des ONG ou des institutions de microfinance) fournissant des services à plus de 18 millions de membres (91% de femmes). Le nombre d'emprunteurs s'établit à 14,4 M (92% de femmes). Sur l'année fiscale FY 2022-23, PKSf a déboursé 67 Mds BDT ou 505M€. L'UE, la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement ont par le passé soutenu de nombreux programmes auprès de PKSf, lui permettant d'offrir des micro-prêts à faible taux d'intérêts aux plus démunis, contribuant ainsi à une plus grande inclusion financière.

Elle porte, par exemple, un projet financé en novembre 2019 par le Green Climate Fund (GCF) visant à aider des populations rurales pauvres et vulnérables (20.000 foyers sont ciblés, couvrant 90.000 bénéficiaires très majoritairement des femmes), vivant dans des zones exposées aux risques d'inondation, à se préparer au mieux à ces catastrophes naturelles, en les aidant à développer des activités de production et à les soutenir financièrement à travers un réseau de microfinance. PKSf est en effet **l'une des deux seules institutions bangladaises éligibles à l'appui du GCF**.

Plus récemment (juillet 2020), la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement ont chacune apporté 150 M USD à PKSf pour accroître ses actions lors de la pandémie de covid-19.

ANNEXE 3 : statistiques supplémentaires



Evolution de la valeur moyenne des prêts de la microfinance, en valeur courante et constante (base 2008). Source : MRA

Notes de fin

¹ Ces trois banques de développement ont notamment contribué à la relance post-covid 4 programmes signés entre janvier et juin 2021 représentant une enveloppe de 1,1 Mds USD

² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/456521468209682097/pdf/WPS6821.pdf>

³ <https://www.ifpri.org/blog/how-microfinance-has-reduced-rural-poverty-bangladesh/>

⁴ <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex>

⁵ https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/microcredit-miracle-ou-desastre-par-esther-duflo_1290110_3232.html

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=OflduBvCrLQ>